

<https://lepcf.fr/Apres-le-G-7-quelle-est-la-carte-jouee-par-l-imperialisme-americain>



Après le G 7 : quelle est la carte jouée par l'impérialisme américain ?

- Internationale -



Date de mise en ligne : samedi 9 juin 2018

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Quelques questions essentielles se posent après ce G7, que les militants communistes, en particulier, devraient avoir à coeur de poser dans leur Congrès. Ces questions, en effet, conditionnent la situation politique et économique et interfèrent donc sur les tâches d'un parti "révolutionnaire". Certes ce G7 n'a pas été autre chose qu'une mise en scène à effets nuls, les dissensions, gesticulations, querelles entre puissances impérialistes, ont été bien vite étouffées. Dans ce consensus se jouait la survie du système. Il y a eu à ce G7 une véritable mise en scène autant des désaccords (y compris sur le lièvre jeté en pâture pour diversion comme la réintégration de la Russie) que sur l'accord final dont la teneur de fait n'a pas été divulguée.

Ce qui est apparu de ce fait c'est l'impossibilité d'échapper à la vassalité aux Etats-Unis de la part du système d'hégémonie mondiale du capitalisme, pourtant en pleine crise.



Trois questions à partir de la comédie du G7 : le privilège des USA est celui de se faire obéir par le Capital

- ▶ **Première question : Si l'on considère la comédie du G7**, la mise en scène de l'opposition des vassaux (Canada, Europe, Japon) aux USA et leur incapacité de fait à s'opposer à la puissance américaine, on doit s'interroger sur la nature de cette puissance. Sur la capacité qu'ont les Etats-Unis à imposer leurs décisions par exemple celle de "blocus" ou de sanction, mais aussi la pression douanière unilatérale sur l'Europe en ce qui concerne l'acier et l'aluminium (UE et Grande Bretagne). On le voit avec l'Iran, dans le même temps où Macron joue les opposants farouches et fait des discours, les entreprises françaises, Total et PSA en tête replient bagage.
- ▶ **Deuxième question : Pourquoi une telle peur de la part des entreprises ?** La première réponse est que ne pas se plier au diktat américain leur interdirait le marché américain. Si PSA, pourtant fortement installé sur le marché iranien cède, c'est qu'il n'y a aucune comparaison entre la part de marché que lui réserve l'Iran et celle de l'une de ses filiales qui assure un quart des ressources du groupe, installée aux Etats-Unis. Mais comme nous allons le voir les formes de domination et de possibilité d'action extraterritoriale des USA sont bien plus importantes, parce que la domination US sur l'actuelle mondialisation capitaliste est bien plus forte que la simple peur de perdre le marché américain.
- ▶ **Troisième question qui intéresse selon nous au premier chef les militants communistes** ou devrait les intéresser. Pourquoi et comment le minuscule Cuba résiste-t-il depuis des années là où les puissantes UE et Japon plient ? Cette première question est renforcée par celle de la Chine. Non seulement celle-ci s'installe en Iran à la place des entreprises françaises qui désertent, mais paradoxalement Trump semble favoriser la montée en puissance de la Chine ? Nous n'aborderons pas ici cette question d'une manière exhaustive, mais nous lui consacrerons une série d'articles dans la poursuite de tous ceux que nous avons déjà publiés.

I - La puissance américaine et ses privilèges exorbitants.

Ce qui apparaît dans ce G7 et à partir des dispositions prises par Trump tant en Iran qu'en matière d'augmentation de tarifs douaniers sur l'acier et d'autres productions c'est l'extra-territorialité de la "légalité" américaine autant que son économie, sa capacité à casser y compris la fragile reprise qui s'amorçait. Son rôle dirigeant sur des nations comme la France qui est d'abord emprise sur le Capital.

La réponse est connue, il y a trois piliers à cette puissance :

1) Longtemps la totalité de **l'information** a été maîtrisée par les USA et ses alliés européens et asiatiques. On peut dire que 99% des nouvelles émanaient de cette unique source. Elle est battue en brèche et toute l'activité de nos médias autour des *fake-news*, sans parler des rumeurs concernant la manière dont la Russie tenterait de gouverner nos élections n'est qu'une tentative de répondre à ce changement de situation qui n'en est pourtant qu'à ses débuts alors que le système de domination US reste largement majoritaire. On perçoit la domination politique mais celle concernant l'économie, l'influence sur les "marchés" est encore plus importante.

2) La **puissance militaire**. Sans compter l'OTAN, les Etats-Unis ont à eux seuls une puissance militaire équivalente à celle de tout le reste des pays. Ce chapitre très important mérite à lui seul un traitement particulier à la fois en ce qui concerne les formes de vassalisation et le rôle nouveau de la Chine alliée avec la Russie. Cette question est bien sûr politique, mais elle est également économique et constitue le principal poste budgétaire des Etats. Notons la pression qu'exerce Trump sur ses "alliés" pour qu'ils augmentent leur autofinancement y compris dans le cadre vassalisé de l'OTAN.

3) Le **dollar qui joue le rôle de monnaie internationale**. Ce qui a été renforcé par l'entente entre les USA et les Saoudiens de la nécessité de l'achat du pétrole en dollars (pétrodollars). Sur cette question on peut, entre autres, se référer au livre "*Le dollar et le système monétaire international*" (La Découverte, collection repères 2014) de Michel Aglietta et Virginie Coudert, économistes au Centre d'études prospectives et d'information internationales (CEPII).

II - Le dollar est LA monnaie internationale : Historique jusqu'à aujourd'hui

« Le dollar, est encore en 2014, la seule devise capable d'assumer le rôle de monnaie internationale. La position dominante que le dollar occupe aujourd'hui est le fruit d'une montée en puissance progressive qui a commencé en 1913 avec la création de la Réserve Fédérale à la suite de la panique bancaire de 1907. A l'époque, le système monétaire international (SMI) reposait sur l'étalon or, dont les accords lors de la conférence de Gênes en 1922 signent l'abandon au profit de l'étalon change or en donnant au dollar (ainsi qu'à la livre sterling) une place centrale dans le système monétaire international par sa convertibilité en or. »

La signature des accords de *Bretton Woods* en 1944 fait du dollar la seule monnaie convertible en or dans le SMI. La suspension de la convertibilité annoncée par Richard Nixon en 1971 débouche sur les accords de Jamaïque, qui entérinent 1976 le nouveau fonctionnement d'un système de changes bilatéraux flottants.

Le dollar demeure aujourd'hui encore la monnaie dominante pour plusieurs raisons.

« Une monnaie internationale doit remplir plusieurs conditions. Elle doit être pleinement convertible, afin de répondre à sa fonction de moyen d'échanges. Son pays émetteur, les Etats-Unis en l'occurrence, doit être de grande taille afin de fournir une quantité de liquidités suffisante et son taux d'ouverture doit être faible afin de limiter les conséquences des chocs extérieurs sur son économie. Son système financier doit être très développé pour remplir sa fonction de réserve de valeurs pour les investisseurs privés, en proposant des marchés profonds de titres liquides. C'est sur ce point que le dollar se démarque de ses deux principales concurrentes, l'euro et le yen. Grâce à son statut de monnaie dominante, le dollar est devenu une monnaie de facturation sur les marchés mondiaux de matières premières, les marchés financiers et les marchés de biens et services. »

Le « *privilège exorbitant* » des Etats-Unis

Si le dollar est la monnaie qui remplit le mieux ces critères, la baisse progressive du poids de l'économie américaine dans le PIB mondial et la persistance de ses déficits courants et publics auraient pu altérer sa dominance dans le SMI.

« La présence de fortes externalités sur les marchés des changes expliquent que cette situation à l'avantage des Etats-Unis ait duré dans le temps, ainsi que la polarisation très forte autour du dollar. Le dollar est la monnaie la plus utilisée dans les transactions de change (87% des transactions de change concernent le dollar, contre 33% pour l'euro et 23% pour le yen), ainsi que la constitution de réserves de changes (61% pour le dollar, contre 24% pour l'euro, et 4% pour le yen), les prêts bancaires (57% pour le dollar, contre 20% pour l'euro, et 3% pour le yen). C'est aussi la principale référence pour les ancrages monétaires (72 monnaies sont ancrées au dollar, contre 26 pour l'euro et 1 pour le yen).

Début 2014, la position extérieure nette des Etats-Unis était débitrice de 5.400 milliards de dollars. Les investissements en obligations privées et titres du trésor US sont les principaux postes de débit des Etats-Unis. Ils répondent aux caractéristiques de liquidité et de profondeur (les avoirs aux Etats-Unis des étrangers étaient de près de 26.000 milliards de dollars fin 2013) qui rendent le dollar éligible à la fonction de monnaie internationale dominante. Cette situation fait bénéficier les Etats-Unis d'un financement facile de ses déficits courants et publics : les réserves des étrangers aux Etats-Unis impactent à la baisse les rendements des bons du Trésor, et la détention de billets par des étrangers qui atteint près de 500 milliards de dollars a permis de financer d'autant les déficits extérieurs américains, sans intérêts de surcroît. Cette situation possède toutefois l'inconvénient de maintenir à un niveau élevé les flux de demande de capitaux en dollars contribuant significativement à sa surévaluation, ce qui pénalise le commerce extérieur des Etats-Unis. » (...)

« Sur le point des ancrages monétaires, la situation de polarisation a des conséquences importantes ; en effet, les pays qui ont des changes ancrés au dollar (une large majorité des économies émergentes préfère fonctionner avec des changes fixes, ce que l'économiste américaine Carmen Reinhart appelle la "peur du flottement"), pour des raisons de stabilité de leur compétitivité-prix par exemple, n'ont pas nécessairement des cycles conjoncturels qui correspondent aux cycles américains. Ainsi, leurs politiques monétaires sont contraintes par celle de la Réserve Fédérale dans la défense du change et peut aller à l'encontre des besoins de leur économie. Par exemple, si un pays ancré au dollar est en proie à l'inflation alors que la Fed mène une politique accommodante, sa banque centrale sera contrainte de suivre une politique accommodante également afin de ne pas subir d'afflux de capitaux qui seraient attirés par la hausse du différentiel de taux d'intérêt et ferait monter son taux de change, ce qui l'empêchera de contrecarrer la dynamique de hausse de l'inflation. »

III - La remise en cause de la domination du dollar, mais au-delà : quel système économique et politique pour assurer la pérennité du capitalisme ?

Ce qu'annonçaient ces deux économistes en 2014, à savoir que la domination du dollar ne pourra par durer éternellement est en train de se réaliser, non pas avec le yen et l'euro mais à travers la dynamique impulsée par la Chine. La demande de liquidité ne cesse de croître avec des dynamiques régionales particulièrement fortes en Asie (et à un degré moindre en Europe) et se développent des relations financières internationales parallèles à celles que domine le dollar. C'est toute la tentative mise en place par la Chine et qui attaque sur plusieurs plans à la fois :

échanges bilatéraux par exemple avec la Russie, mise en place d'un marché financier de grande ampleur y compris avec la *City* de Londres et paiement de l'énergie en yuan.

Dans le même temps, la baisse du poids de l'économie américaine pourrait mener lentement à un rééquilibrage du système autour de plusieurs devises, dans lequel la taille des marchés de dettes de l'union économique et monétaire européenne aurait pu permettre à l'euro de prendre une plus grande place. L'euro qui aujourd'hui est en crise n'a pas voulu jouer ce rôle de monnaie alternative et a au contraire accru sa vassalité aux Etats-Unis, mais le processus est amorcé.

Trump qui est présenté par nos médias comme un fou intégral, qui met en péril la bonne alliance capitaliste traditionnelle entre les anciennes puissances coloniales et leur rejeton américain, a un projet face à cette situation de remise en cause du dollar. Il a été beaucoup gaussé sur le fait que c'est au moment où apparaît la plus grande faiblesse de l'hégémonie américaine que l'actuel président des Etats-Unis rompt ou prétend rompre avec ses alliés. C'est une interprétation erronée. Trump agit justement parce que la situation est celle d'une perte d'hégémonie, il dit à ses vassaux qu'ils doivent obéir face à la menace chinoise et celle des pays émergents. C'est bien le capitalisme tel qu'il a fonctionné jusqu'ici qui est en cause. Il va falloir, s'ils veulent continuer à bénéficier du bras américain, qu'ils aident à le renforcer et à verser au bassinet.

Après avoir attribué à Trump la volonté de détruire l'UE, les commentateurs se sont interrogés sur l'absence de traitement de faveur qu'il réservait à la Grande Bretagne post-brexit. C'est pourtant évident, l'objectif de Trump n'est pas de détruire l'UE, mais de renforcer sa domination et de les faire contribuer aux renforcements des Etats-Unis. L'Amérique d'abord n'est pas un simple slogan de campagne.

On a beaucoup insisté sur son protectionnisme, c'est vrai mais celui-ci a une vocation :

Face à la remise en cause du dollar comme monnaie internationale, il s'agit pour lui de prouver que les Etats-Unis demeurent la seule économie dans le monde capable de répondre aux espérances des investisseurs et donc de renforcer la demande en dollar. Pour cela il ne craint pas d'affaiblir les monnaies concurrentes de ses vassaux notamment de l'Euro. Il s'agit de répondre contradictoirement à la pénalisation du commerce américain par le fait que la demande en dollars maintient celui-ci à un taux élevé et donc rend sa production non concurrentielle par rapport à celle de monnaies plus faibles, d'une manière qu'il juge injustifiées.

Si les Chinois ne se font guère d'illusions (à l'inverse de ce qui se passe en Asie et en Asie centrale - et même au Moyen orient - où la situation est beaucoup plus contradictoire) sur la capacité de l'Europe à s'opposer aux Etats-Unis, c'est bien à cause de la nature du capitalisme et il est nécessaire de pousser plus avant l'analyse sur ces questions concernant en particulier l'UE.

C'est un véritable désarroi qui frappe non pas tous les milieux d'affaire mais une partie d'entre eux.

IV - Trump favorise-t-il la Chine ?

Aujourd'hui, samedi 9 juin, Trump quittera le Canada, quelques heures avant les autres dirigeants pour rallier Singapour où se déroulera le 12 juin, son sommet historique avec Kim Jong-un, **sa priorité affichée depuis des semaines, ce qui redouble l'impression de peu de cas qu'il fait de ses alliés traditionnels.**

« En quelques semaines, le climat optimiste sur la croissance mondiale s'est évaporé. Dès maintenant, l'impression se répand que l'on a franchi un cap, que l'expansion était au zénith et que le ralentissement est en marche. Les craintes concernent surtout l'Europe, comme si Donald Trump avait décidé de miser désormais sur l'Asie et d'abandonner l'Europe à son sort. Un vieux continent qui ne peut pourtant se passer de l'Amérique qui assure sa défense avec ses porte-avions et la force indispensable du dollar et qui risque d'être broyée à la fois par son manque de cohésion et surtout l'émergence de nouvelles puissances qui ne lui feront pas de cadeau.

Tout se passe aujourd'hui comme si Donald Trump poussait la Chine en avant, faisant ainsi volte-face avec son comportement d'il y a un an. Car les mesures prises à l'encontre de l'Iran par exemple vont donner le marché de ce pays à Pékin. Les voitures chinoises vont remplacer les célèbres Peugeot. Et ceci au moment où la Chine démontre les exploits de sa technologie. La France vient ainsi d'enregistrer l'humiliation de voir que le premier EPR, conçu au départ par EDF est désormais chinois, alors que l'entreprise publique continue d'enregistrer des retards dans son programme de fabrication.

Alors que le G7 se tient ce week-end au Canada, la guerre menée par Donald Trump pourrait avoir des effets surprenant. Comme le fait de constater que le président américain soigne plus ses relations avec ses ennemis chinois qu'avec ses amis occidentaux. »

Cet article témoigne du véritable désarroi qui s'est emparé des "alliés" qui continuent à mettre la politique de Trump sur le compte d'un tempérament erratique autant qu'atrabilaire, en refusant de voir les soutiens dont il bénéficie non seulement de sa base électorale (avec un chômage à 3%), mais des milieux d'affaire... C'est si vrai que non seulement Trump a dynamité le camp républicain, mais que les démocrates n'arrivent pas à faire monter face à lui un candidat. Ce qui mérite une analyse de fond sur la crise d'une fausse alternance pour faire la même politique. Répondre à cette situation en tentant de perpétuer - à travers les questions sociétales et en ignorant la question sociale - une « *gauche libérale libertaire* » et l'union avec celle-ci de ceux qui se prétendent révolutionnaire, c'est prétendre comme le dit Marx assurer la survie d'un cheval crevé. Le capitalisme en crise ne peut plus se contenter de cette alternance. Ni pour tenir le mécontentement populaire, ni pour assurer son hégémonie mondiale.

Nous sommes incontestablement devant une nouvelle étape du capitalisme, non seulement quand "reprise" il y a, celle-ci est poussive, mais elle est aussitôt cassée par les tentatives de poursuite d'une hégémonie politique en crise et ses convulsions. C'est cela qu'il faut analyser dans la nouvelle phase de développement scientifique et technique que l'on résume sous le terme de « *révolution informationnelle* », il ne s'agit pas de la baptiser "révolution", mais de bien voir en quoi le capitalisme à ce stade sénile des monopoles financiarisés est une entrave à la mutation des forces productives. Qu'est-ce qui se joue alors réellement dans la rivalité Chine-USA, dans la tentative de tenir les mouvements populaires, et dans les recompositions hégémoniques ?

C'est ce qui est apparu lors de ce G7 qui a démontré les conditions de sa survie dans la vassalisation et l'absence d'alternative. Tout cela mérite une analyse qui tienne compte de la montée des luttes, de la difficulté à concevoir un système politique capable d'assurer la stabilité et des conditions d'accumulation satisfaisantes au capitalisme.

Nous devons donc tenter de comprendre d'autres questions posées en introduction y compris celle centrale de la Chine. S'agit-il simplement de l'apparition d'un capitalisme multipolaire et Trump essaie-t-il d'opérer un partage ou s'agit-il d'autre chose y compris en terme de dépassement du capitalisme ? Pouvons-nous éviter certains faits : pourquoi les entreprises chinoises peuvent-elles s'installer en Iran alors que malgré les discours de Bruno Lemaire, les entreprises françaises obéissent à l'injonction des USA ? Y a-t-il une relation originale entre la Chine et ses entreprises ? Laquelle ? Pourquoi la Chine peut-elle négocier en cas de "guerre commerciale" avec les USA, alors que l'UE et le Japon paraissent incapables de le faire (au point que ce dernier comme d'autres puissances asiatiques revoient leurs relations avec la Chine ?). Comment se fait-il que la Chine que l'on a longtemps présenté comme l'usine bas de gamme du monde est en train d'accomplir une révolution scientifique et technique y compris dans le domaine de l'intelligence artificielle ? Pourquoi la Chine représente-t-elle à elle seule la puissance qui a pesé statistiquement sur la réduction de la pauvreté dans le monde ? Dire que Trump comme certains milieux d'affaire US sont disposés à une entente avec la Chine ou plutôt qu'il a deux fers aux feux, ne suffit pas à épuiser les questionnements.

V - Nation et internationalisme

Enfin, cette vassalisation qui a caractérisé le G7 pose la question de la Nation qu'il est impossible de traiter ici. Notons que les résistances aux Etats-Unis et son extra-territorialité se sont appuyées sur une politique qui apparaît comme un facteur de progrès ou du moins de soutien à la population (rôle de l'éducation et la santé y compris sous blocus à Cuba) et que ce progrès a aussi un ancrage dans une défense de la souveraineté nationale, le refus de se voir imposé les "solutions" libérales. Qu'il s'agisse de Cuba ou de la Chine, l'impossible résistance de la France et d'autres pays aux diktats américains ne peut pas être isolé de la manière dont le capitalisme met à mal les souverainetés nationales. Alors que l'on nous invite à ne pas nous enfermer dans des "protections" considérées comme archaïques, voir xénophobes, on semble oublier que l'internationalisme est de fait la solidarité entre nations et que nous avons aujourd'hui un sérieux manque dans ce domaine.

Après le G 7 : quelle est la carte jouée par l'impérialisme américain ?

Mais honnêtement, est-ce qu'on peut imaginer un Congrès extraordinaire du PCF, qui ignorerait comme le fait la proposition de base commune tout ce questionnement et ses effets difficilement contestables sur la situation mondiale, européenne et nationale, la perspective de nos luttes ?

Danielle Bleitrach